Géopolitique des Balkans et diversité des “ nationalités ”

Gérard-François Dumont

▶ **To cite this version:**

Gérard-François Dumont. Géopolitique des Balkans et diversité des “ nationalités ”. Géostratégiques, 2024, 63, pp.37-54. halshs-04451167

HAL Id: halshs-04451167
https://shs.hal.science/halshs-04451167

Submitted on 11 Feb 2024

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Recteur Gérard-François DUMONT[1]

Géopolitique des Balkans et diversité des nationalités

Résumé : Analyser le peuplement des Balkans conduit à rappeler que, en 1932, Albert Londres, un maître du journalisme d'investigation, démontrait la grande difficulté à le comprendre. Est-il possible de le démentir ? Dans ce dessein, étudions la géopolitique du peuplement des Balkans en suivant une démarche originale, qui s'affranchit de la logique d'une étude État par État, en analysant le peuplement non à partir des nationalités juridiques ou des États de résidence (les habitants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie…), mais à partir des nationalités au sens ethnique du terme (c'est-à-dire les albanais, les bulgares, les croates, les grecs, les serbes…) quel que soit leur territoire étatique de résidence ou leur appartenance juridique. Cela permet de différencier des « *groupes humains* » dont la diversité exerce des effets, directement ou indirectement, sur les situations et évolutions géopolitiques internes et externes.

Mots-clefs : Balkans ; Géopolitique ; Peuplement ; Ethnicité ; Albanie ; Bosnie-Herzégovine ; Bulgarie ; Croatie ; Grèce ; Kosovo ; Macédoine du Nord ; Monténégro ; Serbie.

Geopolitics of the Balkans and the Diversity of "Nationalities"

Abstract: *Analyzing the settlement of the Balkans leads us to recall that, in 1932, Albert Londres, a master of investigative journalism, demonstrated the great difficulty of understanding it. Is it possible to contradict him? With this in mind, let's take an original approach to the geopolitics of settlement in the Balkans, one that frees us from the logic of a state-by-state study, by analyzing settlement not on the basis of legal nationalities or states of residence (the inhabitants of Albania, Bosnia-Herzegovina, Bulgaria, Croatia…), but on the basis of nationalities in the ethnic sense of the term (i.e. Albanians, Bulgarians, Croats, Greeks, Serbs…), whatever their state of residence or legal affiliation. This makes it possible to differentiate "human groups" whose diversity has direct or indirect effects on internal and external geopolitical situations and developments.*

1. Professeur à Sorbonne Université, Président de la revue *Population & Avenir*
www.population-et-avenir.com

Key words: *Balkans; Geopolitics; Settlement; Ethnicity; Albania; Bosnia-Herzegovina; Bulgaria; Croatia; Greece; Kosovo; Northern Macedonia; Montenegro; Serbia.*

COMME TOUTE RÉGION DU MONDE, les Balkans se caractérisent par un espace géographique et un peuplement. Ses limites géographiques ne sont pas évidentes, même si l'on peut évoquer une sorte d'ensemble allant de certains rivages du Danube au Péloponnèse. Quant à l'histoire, elle ne nous aide guère à identifier cette région. Lorsque l'Empire romain, au IVe siècle, est partagé en deux parties, d'abord pour des raisons administratives, la limite entre elles deux s'effectue au cœur des Balkans. Au XIe siècle, après le schisme d'où naît l'église orthodoxe à l'époque byzantine, les Balkans se trouvent à nouveau divisés, désormais entre catholicisme et orthodoxie. Puis l'instauration et les conquêtes de l'empire ottoman à partir du XIVe siècle se traduisent par une islamisation d'une partie des Balkans qui introduit de nouvelles divisions spatiales. Pour le géographe Paul Garde, les Balkans comprennent l'ensemble de l'ex-Yougoslavie, l'Albanie et la Roumanie[2]. Mais la géographie, lorsqu'elle insiste sur la spécificité péninsulaire de l'Europe[3], parle de la péninsule balkanique, et donc la Grèce en fait nécessairement partie.

Ce simple essai de définition de l'espace balkanique montre plusieurs approches territoriales possibles. Choisissons ici comme limites des Balkans[4] neuf États, soit l'Albanie, la Bosnie-Herzégovine, la Bulgarie, la Croatie, le Kosovo, la Macédoine du Nord, le Monténégro et la Serbie[5], ainsi que la Grèce même si l'étude des Balkans écarte souvent la Bulgarie et la Grèce dans la mesure où ces pays font partie de l'Union européenne. Quant au peuplement de cette région, en 1932[6], Albert Londres, un maître du journalisme d'investigation, démontrait la grande difficulté à le comprendre. Est-il possible de le démentir ?

2. Garde Paul, *Les Balkans. Héritages et révolutions*, Paris, Flammarion, 1999.

3. Dumont Gérard-François ; Verluise Pierre, *Géopolitique de l'Europe de l'Atlantique à l'Oural*, Paris, PUF, 2016.

4. Rappelons que le nom « *Balkan* », provenant du turc qui signifie « *montagne* », désignait à l'origine uniquement la chaîne de montagne bulgare, avant d'être étendu à l'ensemble de la péninsule balkanique.

5. Cette définition exclut donc une des anciennes républiques de l'ex-Yougoslavie, la Slovénie, qui se rattache à l'Europe centrale et au monde alpin, ainsi que la Roumanie. En outre, cet article ne prend pas en compte la Turquie d'Europe, qui correspond à seulement une petite partie d'un pays d'Asie occidentale, selon la classification de l'ONU.

6. Londres Albert, *Les Comitadjis (1932)*, Paris, coll. « Motifs », Le serpent à plumes, 1997.

Dans ce dessein, étudions la géopolitique du peuplement des Balkans en suivant une démarche novatrice, qui s'affranchit de la logique d'une étude État par État, en analysant le peuplement non à partir des nationalités juridiques ou des États de résidence (les habitants de l'Albanie, de la Bosnie-Herzégovine, de la Bulgarie, de la Croatie…), mais à partir des nationalités au sens ethnique du terme (c'est-à-dire les albanais, les bulgares, les croates, les grecs, les serbes[7]…) quel que soit leur territoire étatique de résidence ou leur appartenance juridique. L'angle adopté ici est celui de la nationalité, au sens courant d'usage dans différents pays[8], fondé sur une conception ethnique : un ensemble de caractères communs partagés par un groupe humain, très souvent la langue ou, tout particulièrement dans les Balkans, la religion. Il s'agit donc d'examiner les « groupes humains » présents dans les Balkans, indépendamment des frontières politiques intra-balkaniques. « Un groupe humain se définit comme un ensemble de personnes attachées au territoire où elles résident depuis longtemps, et ayant des caractéristiques qui les singularisent dans ce territoire où elles habitent[9]. » Or, l'existence de groupes humains exerce des effets, directement ou indirectement, sur les situations et évolutions géopolitiques internes et externes. L'étude supposerait également de considérer les diasporas[10] dans les Balkans, mais ces dernières y sont peu présentes, puisqu'une seule communauté de ce type compte une importance significative : les Turcs[11]. Il importe donc d'apprécier la répartition selon les nationalités, la plus ou moins grande compacité de leur peuplement et leur distribution selon les États.

Une grande variété de nationalités

Comme dans de nombreuses autres régions du monde, il est difficile de déterminer exactement la population de chaque groupe humain des Balkans, et ce pour deux raisons principales. La première tient à ce que les déclarations d'appartenance

7. Comme il s'agit de la nationalité au sens ethnique du terme et non de la nationalité juridique (appartenant à tel ou tel État), le nom des nationalités ne porte pas de majuscule.

8. Sur le cas de la Russie, Cf. Wackermann Gabriel (dir.), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.

9. Dumont, Gérard-François, *Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007, p. 209.

10. Sur la différence de nature entre les groupes humains et les diasporas et donc de leurs effets géopolitiques, *ibidem*.

11. Par exemple, les Turcs vivant en Grèce, tout particulièrement en Thrace occidentale, ont effectivement un comportement diasporique. Ils revendiquent leur « turquité » et ont choisi par exemple, ce que permettaient la convention d'échange du 3 janvier 1923 puis le traité de Lausanne du 24 juillet 1923, d'appliquer la charia islamique comme droit de la famille et non le droit de la famille de la Grèce.

nationale, lors des recensements, peuvent varier selon le type de questionnaire, le contexte politique du moment[12] où le mode de dépouillement des opérations de recensement. La seconde raison tient au fait que les données sont toujours fournies à l'échelle des États et, donc, jamais à celle des nationalités. Les estimations de la répartition des nationalités dans les Balkans reposent donc sur l'addition des résultats des recensements de plusieurs États, recensements qui n'ont pas nécessairement lieu à la même date et dont les définitions utilisées, méthodes et renseignements donnés varient. Toutefois, les deux biais mentionnés ci-dessus sont à relativiser, car les Balkans ont une vieille tradition de recensements et les grandes nationalités sont assez clairement définies[13], d'où des résultats globalement acceptables[14].

Néanmoins, il ne faut pas omettre que l'histoire de cette région est aussi celle de contestations des nationalités déclarées de certains par d'autres. Par exemple, les macédoniens ont longtemps été considérés par les nationalistes serbes et bulgares comme des serbes ou des bulgares, les monténégrins comme des serbes, les bosniaques comme des serbes ou des croates islamisés… De fait, la désignation des nationalités semble autant une réalité de terrain (peuple qui s'affirme comme tel) qu'un instrument stratégique et politique.

Les Balkans, dans les limites des neuf États précisés ci-dessus, comptent 38,6 millions d'habitants en 2021[15], soit un ordre de grandeur comparable à la Pologne (38,2 millions) et nettement inférieur à l'Espagne (47,4 millions)[16]. Cette population est tendanciellement en diminution sous le double effet d'un « hiver

12. Par exemple, se déclarer « serbe » en 2003 au Monténégro n'est pas nécessairement un critère d'affirmation identitaire, mais le symbole du rejet du parti indépendantiste au pouvoir et, donc, de l'attachement à la Serbie. Cf. Cattaruzza Amaël, « Le recensement dans les Balkans, enjeu politique », *Population & Avenir*, n° 672, mars-avril 2005. https://doi.org/10.3917/popav.672.0014

13. Néanmoins, il faut signaler le problème des couples mixtes, assez nombreux dans l'ex-Yougoslavie, d'où certaines personnes ayant une identité pluriethnique.

14. Concernant le cas de la Macédoine, Jean-Paul Sardon montre que les résultats concernant l'appartenance ethnique sont fiables au niveau national, même si localement, il peut y avoir des variations importantes d'un recensement à l'autre. Cf. Sardon Jean-Paul, « À propos de quelques biais de déclaration de l'appartenance ethnique dans les Balkans », Démographie et Cultures – XV[e] colloque de l'Aidelf. Québec – 25-29 août 2009.

15. Sardon Jean-Paul, « La population des continents et des pays », *Population & Avenir*, n° 755, novembre-décembre 2021, www.population-demographie.org/revue03.htm.

16. Ces chiffres seront probablement à réviser compte tenu de l'émigration ukrainienne lié à la guerre commencé le 24 février 2022, émigration qui s'est notamment considérablement accentuée en Pologne ; Cf. Dumont, Gérard-François, « L'Ukraine face à la guerre : géopolitique et population », *Population & Avenir*, n° 758, mai-juin 2022.

démographique »[17], donc d'une fécondité devenue inférieure au seuil de remplacement des générations, et d'un taux d'accroissement migratoire souvent négatif. Toutefois, les évolutions peuvent différer selon les pays[18].

L'examen de la répartition du peuplement des Balkans selon les nationalités montre d'abord l'absence d'une nationalité dominante. En effet, les effectifs de la nationalité la plus nombreuse, les grecs, ne dépassent pas le quart de la population totale de la région. Deuxième constat : l'écart d'effectifs des grecs avec la deuxième nationalité, les serbes, est inférieur au tiers. Troisième constat : pas moins de cinq nationalités représentent chacune plus de 10 % de la population des Balkans : les grecs, les serbes, les bulgares, les albanais et les croates.

Les nationalités les plus nombreuses : grecs, serbes et croates

Les grecs, nationalité la plus nombreuse des Balkans, dépasse les 10 millions de personnes. Leur identité peut se résumer à leur caractère de populations non slaves s'étant libérées dans la première moitié du XIXe siècle[19] d'une longue domination par l'empire ottoman et à leur religion très majoritairement chrétienne orthodoxe. En outre, les grecs se distinguent par leur langue, écrite dans leur alphabet spécifique, issue du grec ancien.

Les serbes forment la deuxième nationalité des Balkans et sont, avec 8 millions de personnes, le peuple slave le plus nombreux des Balkans. Comme les grecs, une part de leur héritage est byzantin, et leur religion chrétienne orthodoxe. Mais ils se différencient des grecs par leur langue slave, écrite normalement dans l'alphabet cyrillique, longtemps dénommée en France, mais à tort, serbo-croate. Dans l'État de Serbie, le serbe peut s'écrire avec deux alphabets, cyrillique et latin. Le cyrillique est utilisé par les journaux de référence. Les journaux en alphabet latin sont souvent plus généralistes, moins « élitistes » et plus « populaires », ou alors « progressistes ». Les deux alphabets sont quasiment bijectifs, c'est-à-dire que le passage de l'un à l'autre suit des règles mécaniques ; néanmoins, quelques mots font exception.

17. Dumont Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, prospectives*, Paris, Armand Colin, 2018, https://doi.org/10.3917/arco.dumon.2018.02

18. Soit par exemple, les différences d'évolution démographique entre l'Albanie et la Macédoine du Nord ; cf. Dumont Gérard-François, « Les populations de l'Europe : des évolutions démographiques très fragmentées », *Les Analyses de Population & Avenir*, n° 11, décembre 2019, https://doi.org/10.3917/lap.011.0001

19. La Grèce a fêté en 2021 le deuxième centenaire de son indépendance en considérant non l'année de son indépendance *de jure*, mais celle pendant laquelle se déclenche le processus d'indépendance.

La troisième nationalité balkanique par le nombre, les bulgares, comprend 6,5 millions d'individus. Ce groupe national slave parle une langue slave méridionale, le bulgare, qui s'écrit dans l'alphabet cyrillique[20]. Les bulgares sont majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. En 1870, l'église orthodoxe bulgare a rejeté la juridiction de Constantinople, dominée par les Grecs, dont elle dépendait auparavant, formant un Exarchat bulgare, c'est-à-dire une église autocéphale indépendante du Patriarcat de Constantinople. Cette séparation de près d'un siècle a pris fin lorsque la reconnaissance du patriarcat de Bulgarie par Constantinople a été officialisée en 1961. Autonome et dirigée par un patriarche, l'Église orthodoxe de Bulgarie est un élément important de l'identité nationale bulgare[21]. Elle a joué un rôle essentiel dans la préservation de la culture bulgare, à la fois lors de l'occupation ottomane et pendant le régime communiste. Finalement. Toutefois, une minorité de chrétiens de Bulgarie ne se considèrent pas orthodoxes, participant à des Églises catholiques de rite byzantin ou de rite latin.

Les spécificités linguistiques et religieuses des albanais et des croates

Les albanais, avec 6 millions de personnes, constituent la quatrième nationalité la plus nombreuse des Balkans. Ils revendiquent le fait d'être des autochtones, descendant des Illyriens, peuple protohistorique des Balkans apparu au XX^e^ siècle av. J.-C. Leur deuxième héritage culturel vient de Rome, la conquête de cette région par la République romaine débutant par la prise de Dyrrachium[22] en 229 av. J.-C. pour mettre fin à la piraterie en mer Adriatique. Situés notamment sur la zone de contact et d'affrontement entre catholicisme et orthodoxie, les albanais se sont convertis majoritairement à l'islam au cours des quatre siècles de l'occupation ottomane, mais comptent une minorité chrétienne dont il est difficile de savoir si elle est d'ethnie albanaise ou grecque. Leur langue spécifique, l'albanais, s'écrit dans l'alphabet latin et n'a fait l'objet d'efforts notables de codification qu'à partir du milieu du XIX^e^ siècle. C'est cette langue récemment unifiée qui est utilisée par la grande majorité des Albanais, quel que soit leur pays de résidence.

20. Toutefois, nombre de plaques de rues de Sofia indiquent leurs noms selon l'alphabet cyrillique et l'alphabet latin. Le livre de prières de la principale église catholique de Sofia comprend également les textes selon l'alphabet cyrillique et l'alphabet latin, mais aussi dans d'autres langues (surtout pour les touristes de passage).

21. Symbolisée par le monastère de Rila, « le monument le plus réputé de l'architecture et de la culture bulgare », à 120 km au sud de Sofia, comprenant une tour du XIV^e^ siècle.

22. Aujourd'hui Durrës, la deuxième ville d'Albanie en nombre d'habitants.

Derrière des cinq principales nationalités des Balkans, les croates comptent 4,5 millions de personnes. Ce peuple slave se caractérise par son appartenance religieuse, avec une forte majorité catholique. Sur le plan linguistique, on a souvent pensé en France que les croates partageaient la même langue que les serbes, d'où la dénomination serbo-croate. En réalité, l'orthographe croate fut définitivement fixée et standardisée au milieu du XIXe siècle, sous l'impulsion notamment de Ljudevit Gaj, figure éminente du renouveau national croate. Le terme « serbo-croate » est certes souvent employé pour désigner indistinctement le croate et le serbe, mais c'est plutôt par mégarde ou par erreur, car il s'agit de deux langues différentes, bien que proches. Leur distinction ancienne, antérieure à l'instauration de la Yougoslavie (1918-1991), a perduré sous le régime communiste yougoslave (1945-1991) au sein duquel quatre langues officielles étaient reconnues : d'une part, le slovène et le croate, qui s'écrivent en caractères latins, et, d'autre part, le macédonien et le serbe, qui s'écrivent en caractères cyrilliques. Ces quatre langues apparaissaient simultanément sur les billets de banque yougoslaves en cours jusqu'en 1991. Pour des raisons moins linguistiques que politiques et idéologiques, la direction communiste yougoslave avait entrepris d'exploiter la proximité du serbe et du croate pour tenter de les fusionner en une langue unique au mépris de leurs traditions littéraires respectives. Ce projet resta sans lendemain : croates et serbes continuèrent à employer chacun leur langue, mais l'on observa une recrudescence de barbarismes et d'emprunts de part et d'autre. Le régime tenta toutefois d'imposer, avec un certain succès, l'appellation hybride de serbo-croate (en Serbie) et de croato-serbe (en Croatie). Depuis la transition démocratique en 1990, le croate est redevenu l'appellation de la langue officielle en Croatie.

Certes, le croate et le serbe demeurent deux langues voisines, permettant aux locuteurs des deux langues de communiquer sans grandes difficultés. Mais leur vocabulaire, s'il demeure proche, n'en diffère pas moins par plusieurs milliers de termes. Selon Claude Hagège, titulaire de la chaire de linguistique au Collège de France, le croate et le serbe forment donc deux langues distinctes[23], codifiées par

23. Cf. également l'analyse linguistique d'un Croate : Kacic Miro, *Le croate et le serbe : illusions et falsifications,* Paris, éd. Honoré Champion, Bibliothèque de grammaire et de linguistique, 2000. D'autres affirment que les différences entre le serbe, le croate et le bosnien sont minimes. Cf. Garde Paul, « Les mythes et les mots. Comment lire l'histoire des Slaves du sud », p. 15, dans : Gerverau Laurence et Tomic, Yves (dir.), *De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Nanterre, Musée d'histoire contemporaine—BDIC, 1998 (le serbe, croate et bosnien ne se distinguent que par des détails lexicaux ou stylistiques qui ont très peu d'importance pour la compréhension) ; Thomas Paul-Louis, « La désintégration de la Yougoslavie et la question linguistique », p. 227, dans : Gerverau Laurence et Tomic Yves (dir.), *De l'unification à l'éclatement,* 1998 : ces trois appellations

deux grammaires propres ; cet auteur précise : « La différence entre le serbe et le croate n'est pas une plaisanterie […] la désignation'serbo-croate'de la tradition française reposait sur un malentendu. […] et pas seulement en France, il y avait de solides traditions reflétées par le terme 'serbo-croate' : pour les remettre en cause, il fallait un esprit qui accepte de s'ouvrir »[24].

Les croates utilisent exclusivement l'alphabet latin, contrairement aux serbes qui recourent selon les cas à l'alphabet cyrillique ou à l'alphabet latin. Leur différence d'alphabet résulte en grande partie du mode de christianisation des deux peuples : la plupart des croates ont été et sont restés christianisés par l'Église catholique romaine tandis que les serbes suivent par l'Église byzantine dite, après le schisme de 1053, orthodoxe.

Un glissement sémantique de « musulman » à « bosniaque »

Aux cinq principales nationalités analysées ci-dessus s'en ajoutent d'autres, moins nombreuses, dont deux qui se distinguent par des effectifs supérieurs à un million de personnes. La première est le « peuple musulman », intitulé créé pour le recensement de 1964 par Tito pour les slaves de Bosnie-Herzégovine qui ne se reconnaissent ni croates ni serbes. Il est généralement considéré que l'appellation « musulman » ne signifie pas nécessairement une appartenance confessionnelle. Depuis la fin du régime de Tito, le terme utilisé est celui de « bosniaques », parfois écrit en français bochniaques, soit 2 millions de personnes environ. Ce terme « bochniaque » (bošnjaci) était apparu dès le début du XX^e^ siècle : il était une revendication d'intellectuels musulmans de Bosnie-Hgerzéfgovine, comme Adil Zulfikarpašić, d'une nation bochniaque, qui regrouperait tous les musulmans de Bosnie-Herzégovine. Durant la Seconde Guerre mondiale, ce terme a été repris par les collaborateurs musulmans du régime hitlérien ; puis il réapparaît à la fin des années 1980 avec la création du SDA (Parti d'Action Démocratique) du président de Bosnie-Herzégovine Alija Izetbegović.

Plus précisément, en septembre 1993, la décision de l'abandon du nom de « musulman » pour celui de « bosniaque » au sujet de la nation des musulmans de

linguistiques – le serbe, le croate et le bosniaque – se réfèrent a un système linguistique unique dont l'ossature, la syntaxe et le système morphologique (déclinaisons, conjugaisons, etc.) sont les mêmes. Il existe certes des différences phonétiques, mais celles-ci sont minimes et n'empêchent pas la compréhension réciproque entre les nations.

24. *Cahiers croates*, Paris, 1998.

Bosnie-Herzégovine, qui traduit une volonté de redéfinition de l'identité musulmane/bosniaque, est prise afin d'affirmer la transformation de la communauté musulmane bosniaque en nation souveraine. Ces bosniaques sont des slaves comme les serbes et les croates, mais convertis à l'islam pendant la période ottomane. Ils parlent une langue slave très récente, le bosniaque, écrite en alphabet latin. En effet, la langue bosniaque (bošnjački) peut être considérée comme datant du lendemain des accords de Dayton (1995) dans le but d'une différenciation avec les langues serbe et croate. En fait, les différences réelles proviennent de l'emploi de mots turcs (les « turquismes ») beaucoup plus présents dans la langue bosniaque que dans les langues serbe ou croate.

La seconde nationalité d'importance moyenne concerne les macédoniens, au nombre d'1,3 million d'individus. Cette ethnie slave, parlant une langue slave écrite en alphabet cyrillique, est majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. Leur connaissance historique doit notamment beaucoup à Albert Londres, dont les articles sur la « poudrière des Balkans » constituent le dernier livre[25].

Du large éventail des nationalités au concept de « balkanisation »

Après les cinq nationalités principales et les deux de taille moyenne, les autres comptent toutes moins d'un million de personnes. Parmi ces groupes, un seul, les monténégrins, qui comprend environ 300 000 personnes, est majoritaire dans un État indépendant depuis 2006, le Monténégro. Leur caractère national apparaît moins clair si l'on en juge par la différence du nombre des personnes se déclarant monténégrines selon les recensements et la forte évolution de cette nationalité lors du recensement de 2003[26]. Les Monténégrins utilisent une langue slave proche du serbe, le monténégrin normalisé dans les années 1990, écrit en alphabet cyrillique. Ils sont majoritairement de religion chrétienne orthodoxe. Leurs différences avec les Serbes résultent essentiellement de raisons politiques.

25. Précisément, Albert Londres se rend à Sofia en 1931 alors que la Bulgarie du roi Boris II est secouée par des affrontements entre terroristes et contre-terroristes : une guerre civile larvée oppose de manière chronique communistes, révolutionnaires et ligues fascistes des Balkans. Albert Londres rencontre notamment le chef de l'Organisation révolutionnaire intérieure macédonienne, association clandestine d'opposants que l'on appelle aussi les Comitadjis. Cf. Londres Albert, *Les Comitadjis (1932)*, Paris, coll. « Motifs », Le serpent à plumes, 1997.

26. Parant Alain ; Penev Goran ; Remikovic Snezana, « Les Monténégrins au Monténégro : majoritaires hier, minoritaires demain ? », Démographie et Cultures – XV[e] colloque de l'Aidelf. Québec – 25-29 août 2009.

La présence d'autres nationalités dans les Balkans tient à des héritages politiques et à des mouvements migratoires : la plus importante d'entre elles est constituée par les Turcs, soit 950 000 personnes, musulmans de langue turque particulièrement présents en Bulgarie où le principal parti politique qui les représenté est le Mouvement des droits et des libertés. Puis vient une autre nationalité qui ne fait référence à aucun État éponyme : les roms, 540 000 a minima[27]. Enfin, de nombreuses autres minorités, donc moins nombreuses, existent, comme les hongrois (surtout présents dans la province serbe de Voïvodine), les aroumains (valaques en Épire), les pomaques (généralement musulmans en Bulgarie et en Grèce), les arméniens, les juifs…

Il résulte de l'absence de nationalité dominante dans les Balkans deux voies possibles inverses : soit l'instauration de modes pacifiques de cohabitation, donc une volonté de rapprochement balkanique, soit des tensions nourries. Ces dernières peuvent provenir d'une situation géopolitique interne aux Balkans, avec d'éventuelles alliances changeant en fonction du contexte géopolitique, les alliés du moment pouvant devenir les ennemis de demain. Elles peuvent aussi tenir davantage à des facteurs géopolitiques externes aux Balkans, sous l'effet des interventions et des rivalités entre grandes puissances[28]. Combinant ces deux effets, le cycle de tensions du début du XX^e^ siècle, considéré comme l'une des causes de la Première Guerre mondiale, conduit à user du terme « balkanisation », mot s'appliquant à une région connaissant un morcellement territorial considéré comme ayant des conséquences néfastes. Mais, pour prendre la mesure de ce morcellement, il ne faut pas en rester à l'échelle des nationalités, avec leurs distinctions complexes et parfois discutables. Il convient aussi de considérer le plus ou moins grand degré d'homogénéité de chaque nationalité, c'est-à-dire leur degré d'unicité.

27. Traditionnellement, cette minorité est difficile à recenser et leur nombre est souvent sous-estimé par les États. Cf. Dumont, Gérard-François,« Les Roms, révélateurs de certaines contradictions européennes », *L'Ena hors les murs*, n° 437, décembre 2013

28. Par exemple, via la question de l'énergie ; cf. Reka Armend, *L'énergie dans les Balkans et ses enjeux pour la géopolitique régionale*, thèse de doctorat, Sorbonne Université, 13 décembre 2018. Notons d'ailleurs que, fin mai 2022, la Serbie a prolongé de trois ans son accord d'approvisionnement en gaz russe à bas prix, au moment où l'Union européenne s'activait pour limiter, voire supprimer, ses importations de gaz russe en sollicitant l'Algérie, les États-Unis ou le Qatar. Plus généralement, les Balkans sont une région où plusieurs puissances extérieures s'affrontent ; Cf. Garcin Thierry, « La géopolitique mondiale en forte fragmentation. Quelles dynamiques de puissance pour l'Europe, les États-Unis et la Chine ? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 37, novembre 2021. https://doi.org/10.3917/lap.037.0001

Tableau 1. Les nationalités (au sens d'ethnicité) dans les Balkans et leurs caractéristiques

Les nationalités les plus nombreuses	**Religion principale**	**Langue**	**Alphabet principal**
Grecque	Chrétiens orthodoxes	Grec	Grec
Serbe	Chrétiens orthodoxes	Serbe	Cyrillique
Bulgare	Chrétiens orthodoxes	Bulgare	Cyrillique
Albanaise	Musulman	Albanais	Latin
Croate	Catholique	Croate	Latin
Bosniaque	Musulman	Bosniaque (récent)	Latin
Macédonienne	Chrétiens orthodoxes	Macédonien	Cyrillique
Les nationalités comptant moins d'un million de personnes			
Monténégrine	Chrétiens orthodoxes	Monténégrin (récent)	Cyrillique
Turque	Musulmans	Turque	Latin
Autres nationalités : Roms, Hongrois, Aroumains, Pomaques…			

© Gérard-François Dumont, 2023.

Entre nationalité assez homogène et nationalité pluriethnique

Les grecs apparaissent comme la nationalité à la plus forte unicité. Leur alphabet spécifique les distingue clairement des autres peuples. Ils peuvent se prévaloir d'avoir été le premier peuple balkanique à acquérir son indépendance dès 1830 en se libérant du joug de l'empire ottoman. Quatre autres principales nationalités, toutes slaves, les bulgares, les serbes, les croates et les bosniaques, présentent aussi un degré d'unicité élevé, même si elles connaissent des différences régionales, notamment selon l'État où elles résident majoritairement.

En revanche, une nationalité, les albanais, se caractérise par une certaine hétérogénéité, principalement ethnique. En effet, les albanais se partagent traditionnellement en deux groupes, géographiquement séparés à l'origine par le fleuve Shkumbin : les Guègues au Nord, incluant les albanais du Kosovo et la majorité

des albanais de Macédoine du Nord, et les Tosques au Sud, incluant des albanais méridionaux de Macédoine du Nord autour de Bitola. Les premiers sont présentés comme des montagnards, ayant longtemps vécu isolément, respectant un droit coutumier et disposant d'une organisation tribale qui leur a permis de surmonter la rudesse de leur enclavement géographique. Les seconds, habitant originellement des plaines et vallées, avaient davantage de tradition d'ouverture. À la variété d'origine géographique s'ajoutent des différences entre les dialectes méridionaux (ou tosques) et septentrionaux (ou guègues). Toutefois, le processus d'unification de la langue albanaise, désormais utilisée par la grande majorité des Albanais, a été, semble-t-il, davantage influencé par les dialectes méridionaux (ou tosques).

En outre, des différences existent entre les albanais d'Albanie et ceux du Kosovo au plan culturel et, dans une moindre mesure, linguistique. Faute de pouvoir transcender ces différences, les albanais ont eu un poids politique longtemps réduit dans les Balkans. Effectivement, ils ont acquis des indépendances étatiques tardivement par rapport aux autres nationalités : la proclamation de l'indépendance de l'Albanie advient en 1912 et se trouve reconnue par les grandes puissances en 1913, mais avec un périmètre étatique restreint, issu des marchandages de la conférence des ambassadeurs à Londres. Quant à l'indépendance du Kosovo, elle est encore plus récente (2008) et, en 2023, faute d'une reconnaissance internationale suffisamment large, le pays n'est pas membre de l'ONU. En termes d'unicité au sein d'un État, ce sont donc les albanais qui apparaissent dans une situation géopolitiquement moins favorable que les autres nationalités des Balkans.

Géographie des nationalités et géographie des États

Une des caractéristiques des Balkans tient à des différenciations entre territoires des nationalités et territoires étatiques. Trois types principaux de géographie étatique des nationalités des Balkans peuvent être distingués[29].

Le premier correspond aux trois nationalités balkaniques pluri-étatiques. Parmi elles, la nationalité qui compte le plus grand nombre de ses membres résidant dans les Balkans en dehors des frontières de son État éponyme est celle des albanais, à géographie quadri-étatique. En effet, seulement la moitié des albanais des Balkans vivent en Albanie. La plus forte concentration d'albanais en dehors de l'État éponyme se retrouve au Kosovo (plus des neuf dixièmes de la population) et en Macédoine du Nord (un quart de la population), ainsi qu'en Grèce sous

29. Donc sans compter tous les ressortissants des Balkans ayant émigré.

l'effet d'émigrations depuis les années 1990[30]. Cette inadéquation entre les frontières de l'État albanais et la nation albanaise explique en partie les conflits armés dans les territoires où les albanais étaient majoritaires. Au Kosovo, sous souveraineté de l'État yougoslave puis de l'État serbe, la domination numérique des albanais leur a permis de proclamer l'indépendance, conséquence également de la guerre de 1999, qui a vu l'intervention de l'OTAN, venue officiellement « défendre » les albanais face aux tentatives serbes de contrôle du territoire. En Macédoine du Nord, la minorité albanaise est entrée en insurrection contre le pouvoir central en 2001, ce qui a abouti à un statut d'autonomie suite aux accords d'Ohrid du 13 août 2001. Et certains nationalistes albanais revendiquent un projet de Grande Albanie qui regrouperait le Kosovo, l'Albanie et la partie albanaise de la Macédoine du Nord.

La deuxième nationalité pluri-étatique, essentiellement tri-étatique, concerne les serbes. Trois quarts d'entre eux vivent en Serbie. D'autres serbes, au nombre de 1,4 million de personnes, vivent en Bosnie-Herzégovine, où ils pèsent un gros tiers de la population totale de cet État. Ensuite, les serbes sont 200 000 au Monténégro, où ils représentent une part proche de celle constatée en Bosnie. En Croatie, les effectifs de serbes sont identiques mais ils ne constituent plus que 4,5 % de la population contre 12 % en 1990, leur présence dans ce dernier pays s'étant réduite au cours des guerres de l'ex-Yougoslavie suite à la plus grande opération de nettoyage ethnique depuis la Seconde guerre mondiale en Europe (235 000 serbes expulsés et 1 345 tués lors de l'opération Tempête par l'armée croate en août 1995). Au Kosovo, les serbes sont désormais environ 120 000, résidant majoritairement au nord de la rivière Ibar et éparpillés dans des enclaves au sud de cette rivière, constituant 6 % de la population totale. Pour les serbes, comme ci-dessus pour les albanais, une inadéquation se constate entre le territoire étatique de la Serbie et le peuplement serbe dans les Balkans. Le risque existe donc que les tensions dues à cette situation se pérennisent, au moins dans une partie de l'ex-Yougoslavie.

Enfin, une troisième nationalité, les monténégrins, est plutôt bi-étatique : les trois quarts des monténégrins habitent au Monténégro, soit un pourcentage proche de celui constaté pour les serbes en Serbie, le reste des monténégrins se trouvant principalement en Serbie, soit 70 000 personnes, ce qui est faible pour la Serbie, mais un pourcentage significatif de la totalité des monténégrins des Balkans.

30. Sans omettre d'autres émigrations en dehors des Balkans comme l'importance des immigrés albanais en Italie.

Le deuxième type de répartition étatique des nationalités des Balkans concerne deux nationalités au caractère partiellement transfrontalier. À la concentration importante de leur population dans un État éponyme s'ajoute une communauté dans un État limitrophe. Ainsi, 87 % des croates habitent en Croatie, État dans lequel ils représentent près de 90 % de la population. Cependant, d'autres croates habitent dans l'État voisin de Bosnie-Herzégovine, où ils sont estimés à un demi-million, soit 14 % de la population. Il existe aussi une petite communauté de 70 000 croates en Serbie, soit à peine 1 % de la population totale de cet État.

Une seconde nationalité, les bosniaques, est partiellement transfrontalière. Certes, elle vit à 90 % en Bosnie-Herzégovine, État dans lequel les bosniaques forment la nationalité la plus nombreuse et forme la moitié de la population. Mais une concentration secondaire de bosniaques habite dans l'État serbe.

Un troisième et dernier type de répartition étatique des nationalités des Balkans en concerne trois, essentiellement mono-étatiques, donc comprises à plus de 95 % au sein des frontières d'un seul État. La première nationalité de ce troisième type est celle des grecs. En effet, la quasi-totalité des grecs des Balkans vivent en Grèce, où ils représentent 92 % de la population du pays. La Grèce constitue donc, dans cette région du monde, un pays où le territoire de l'État correspond le plus à celui d'une nationalité très largement dominante. Ce phénomène s'est accentué car la petite minorité grecque vivant dans le sud de l'Albanie s'est réduite sous l'effet d'une émigration vers la Grèce depuis la chute du communisme albanais.

Les bulgares forment la deuxième nationalité des Balkans largement mono-étatique, puisque 99 % des bulgares vivent en Bulgarie, où ils représentent 83 % de la population. La correspondance entre le peuplement bulgare et les frontières de la Bulgarie est très largement en adéquation, puisque la principale minorité de ce pays, turque, n'est pas compacte au plan territorial[31].

Quant aux macédoniens, 97 % d'entre eux vivent en Macédoine du Nord, mais ils y constituent un peu moins des deux tiers de la population du pays. L'État macédonien compte donc un peuplement dont l'éventail plurinational est beaucoup plus large que celui de la Bulgarie ou de la Grèce.

31. Dumont Gérard-François ; Sougareva Marta ; Tzekov Nikolai, « La Bulgarie en crise démographique », *Population & Avenir*, n° 671, janvier-février 2005, https://doi.org/10.3917/popav.671.0017

Tableau 2. Typologie de la géographie étatique des nationalités (au sens ethnique du terme) des Balkans

Nationalité	Nationalité essentiellement mono-étatique	Nationalité à géographie essentiellement bi-étatique	Nationalités à géographie pluri-étatique	Nationalités à géographie plutôt mono-étatique avec en outre un peuplement transfrontalier
Grecque	X			
Serbe			X	
Bulgare	X			
Albanaise			X	
Croate				X
Bosniaque				X
Macédonienne	X			
Monténégrine		X		
Turque			X	

© Gérard-François Dumont, 2023.

Conclusion

Le peuplement des Balkans combine un ensemble de facteurs rendant la situation complexe. En effet, aucune nationalité n'est dominante. Leur homogénéité apparaît inégale. Plusieurs des nationalités balkaniques présentent un caractère transfrontalier. Ainsi, les différents aspects du peuplement balkanique offrent plusieurs combinaisons possibles selon que l'on considère la distribution géographique des nationalités, leurs langues, leurs alphabets, leurs appartenances étatiques, leurs relations respectives avec des pays extérieurs aux Balkans… Le peuplement balkanique présente donc incontestablement un kaléidoscope géopolitique, dont l'analyse impose d'écarter toute simplification. En particulier, lorsque les conditions d'inclusion des groupes humains minoritaires dans les différents États ne sont pas considérées comme satisfaisantes, le caractère transfrontalier de certaines nationalités balkaniques, principalement les Albanais et les Serbes, peut-être, comme l'histoire l'enseigne, un facteur de tensions géopolitiques.

Dans ce contexte, comment penser le futur des Balkans ? Sera-t-il dans la continuité des siècles précédents, c'est-à-dire source d'affrontements, ou la situation géopolitique peut-elle connaître une certaine stabilisation ? Cette dernière évolution

ne pourrait se produire que si l'ensemble des pays membres de la région devenait clairement partenaire de l'Union européenne, voire y adhérait, ce qui permettrait d'ancrer l'ensemble du territoire dans un espace fort pacifié[32]. Cela supposerait, tant en respectant les différences réelles, historiques, linguistiques ou religieuses, de les transcender par la reconnaissance d'un universel commun qui est l'appartenance à une région européenne méridionale en position de carrefour. Cela reviendrait à proposer aux Balkans d'opérer un choix essentiellement européen, ce qui suppose une condition : que l'Union européenne se donne les moyens d'assurer la paix et la stabilité dans cette région, et qu'elle ait la capacité d'écarter les risques d'intrusion, voire de déstabilisation susceptible de venir d'autres puissances. Car, les Balkans, notamment du fait de leur position géographique et de leur spécificité culturelle, suscitent un fort intérêt géopolitique de nombreux pays étrangers, dont la Turquie[33], la Russie, l'Arabie saoudite et même la Chine.

Néanmoins, depuis les accords de Dayton de 1995, le développement économique des Balkans est loin d'avoir été exceptionnel d'autant que la caractéristique commune de ses populations a été une dévitalisation due à la combinaison entre une fécondité inférieure au seuil de simple remplacement des générations, à l'exception du Kosovo, et à une émigration de jeunes adultes, ces deux phénomènes minorant la population active. Projetant la poursuite de ce contexte, les projections moyennes des organismes internationaux envisagent à l'horizon 2050 une baisse de population dans chacun les pays[34], y compris au Kosovo. Certes, la guerre généralisée en Ukraine depuis le 22 février 2022 s'est traduite par l'accueil d'Ukrainiens, surtout en Bulgarie et dans une moindre mesure en Croatie, avec un statut de protection temporaire, et de Russes surtout en Serbie. Mais ces flux ne sont pas de nature à changer la situation structurelle du régime démographique d'une région connaissant globalement un intense « hiver démographique ». Un meilleur avenir appelle un développement plus dynamique supposant également un contexte géopolitique beaucoup mieux apaisé. ■

32. S'il le demeure, car les tensions internes de nature conflictuelle ne peuvent être niées ; cf. Dumont, Gérard-François, Verluise Pierre, *Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural*, Paris, PUF, 2016.

33. Premier pays à reconnaître l'indépendance du Kosovo en 2008.

34. Concernant la Grèce, voir : Georgikopoulos Ioannis, « Grèce : une évolution démographique heurtée ponctuée par des soubresauts politiques et économiques », *Population & Avenir*, n° 765, novembre-décembre 2023.

Orientations bibliographiques

- Boulanger Philippe, *La Bosnie-Herzégovine : une géopolitique de la déchirure*, Karthala, Paris, 2003.
- Chalard Laurent, « Le dépeuplement de l'Albanie », *Le Courrier des pays de l'Est*, n° 1061, mai-juin 2007.
- Chalard Laurent, « La diversité des populations en Europe. Quelle géographie ? », *Population & Avenir,* n° 698*,* mai-juin 2010. https://doi.org/10.3917/popav.698.0004
- Cattaruzza Amaël, « Le recensement dans les Balkans, enjeu politique », *Population & Avenir*, n° 672. mars-avril 2005. https://doi.org/10.3917/popav.672.0014
- Cattaruzza Amaël ; Chavenau Emmanuelle, « L'ex-Yougoslavie dix ans après Dayton : un nettoyage ethnique insidieux », *Population & Avenir*, n° 672, mars-avril 2005. https://doi.org/10.3917/popav.672.0004
- Dumont Gérard-François, « L'Ukraine face à la guerre : géopolitique et population », *Population & Avenir*, n° 758, mai-juin 2022.
- Dumont Gérard-François, « Les populations de l'Europe : des évolutions démographiques très fragmentées », L*es Analyses de Population & Avenir*, n° 11, décembre 2019, https://doi.org/10.3917/lap.011.0001
- Dumont Gérard-François, *Géographie des populations. Concepts, dynamiques, prospectives*, Paris, Armand Colin, 2018, https://doi.org/10.3917/arco.dumon.2018.02
- Dumont Gérard-François ; Verluise Pierre, *Géopolitique de l'Europe : de l'Atlantique à l'Oural*, Paris, PUF, 2016.
- Dumont Gérard-François, « Les Roms, révélateurs de certaines contradictions européennes », *L'Ena hors les murs*, n° 437, décembre 2013.
- Dumont Gérard-François*, Démographie politique. Les lois de la géopolitique des populations*, Paris, Ellipses, 2007.
- Dumont Gérard-François ; Sougareva Marta ; Tzekov Nikolai, « La Bulgarie en crise démographique », *Population & Avenir*, n° 671, janvier-février 2005, https://doi.org/10.3917/popav.671.0017
- Garcin Thierry, « La géopolitique mondiale en forte fragmentation. Quelles dynamiques de puissance pour l'Europe, les États-Unis et la Chine ? », *Les analyses de Population & Avenir*, n° 37, novembre 2021. https://doi.org/10.3917/lap.037.0001
- Gerverau Laurence ; Tomic Yves (dir.), *De l'unification à l'éclatement. L'espace yougoslave, un siècle d'histoire*, Nanterre, Musée d'histoire contemporaine — BDIC, 1998.
- Georgikopoulos Ioannis, « Grèce : une évolution démographique heurtée ponctuée par des soubresauts politiques et économiques »*, Population & Avenir*, n° 765, novembre-décembre 2023.
- Kacic Miro, *Le croate et le serbe : illusions et falsifications,* Paris, éd. Honoré Champion, Bibliothèque de grammaire et de linguistique, 2000.

- Kotzamanis Boris ; Parant Alain ; Sardon Jean-Paul (dir.), *La démographie des Balkans, sources et données*, Aidelf, 1998.
- Londres Albert, *Les Comitadjis (1932)*, Paris, coll. « Motifs », Le serpent à plumes, 1997.
- Parant Alain ; Penev Goran ; Remikovic Snezana, « Les Monténégrins au Monténégro : majoritaires hier, minoritaires demain ? », Démographie et Cultures – XV[e] colloque de l'Aidelf. Québec – 25-29 août 2009.
- Prevelakis Georges, *Les Balkans. Cultures et géopolitique*, Nathan, Paris, 1994.
- Prevelakis Georges, *Géopolitique de la Grèce*, Complexe, 2006.
- Rapper Gilles de ; SINTES, Pierre (eds), *Nommer et classer dans les Balkans*, École française d'Athènes, 2008.
- Reka Armend, *L'énergie dans les Balkans et ses enjeux pour la géopolitique régionale*, thèse de doctorat, Sorbonne Université, 13 décembre 2018.
- Sardon Jean-Paul, « La population des continents et des pays », *Population & Avenir*, n° 755, novembre-décembre 2021, www.population-demographie.org/revue03.htm
- Sardon Jean-Paul, « À propos de quelques biais de déclaration de l'appartenance ethnique dans les Balkans », Démographie et Cultures – XV° colloque de l'Aidelf. Québec – 25-29 août 2009.
- Sardon Jean-Paul (dir), « Les populations des Balkans ». Numéro spécial de la revue *Espace, Populations, Sociétés*. 2004-3.
- Sivignon Michel, *Les Balkans : une géopolitique de la violence*, Paris, Belin, 2009.
- Troude Alexis, *Géopolitique de la Serbie*, Paris, Ellipses, 2006.
- Wackermann Gabriel (dir.), *La Russie*, Paris, Ellipses, 2007.